



2678 lot 2

DECISION N° D2022-105-SEDIF

Portant acquisition à titre gratuit d'une servitude de passage d'une canalisation d'eau potable à Athis-Mons (Aéroport d'Orly , avenue Jean-Pierre Bénard)

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5711-1 et suivants et L. 5210-1 à L. 5211-61,

Vu la délibération du Comité n° 2020-13 du 24 septembre 2020 donnant au Président délégation pour certaines affaires, dont les constitutions de servitudes à intervenir rendues nécessaires pour le service public de l'eau et les modifications ou suppressions d'actes de servitude existants rendus inutiles pour le service public de l'eau,

Considérant la nécessité de mettre en place une servitude au titre du renouvellement d'une canalisation d'eau potable sur les parcelles cadastrées à Athis-Mons :

- A n°241 située aéroport d'Orly,
- A n°242 située avenue Jean-Pierre Bénard,
- B n°1023 située aéroport d'Orly,
- B n°1024 située avenue Jean-Pierre Bénard,

Vu le budget du SEDIF,

Le Président,

Article 1 approuve l'acquisition à titre gratuit d'une servitude pour le passage d'une canalisation d'eau potable sur les parcelles cadastrées à Athis-Mons :

- A n°241 située aéroport d'Orly,
- A n°242 située avenue Jean-Pierre Bénard,
- B n°1023 située aéroport d'Orly,
- B n°1024 située avenue Jean-Pierre Bénard,

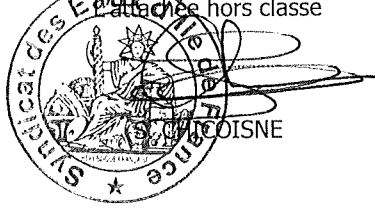
Article 2 autorise la signature de l'acte de servitude à intervenir en la forme administrative, et de tous les actes et documents se rapportant à ce dossier,

Article 3 précise que les frais d'établissement de cet acte sont à la charge du SEDIF,

Article 4 impute les dépenses afférentes aux budgets 2022 et suivants.

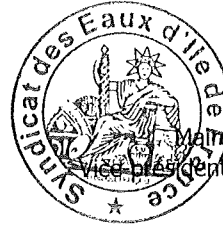
Certifiée exécutoire la présente décision et publiée,
transmise à M. le Préfet de la Région d'Ile-de-France,
Préfet de Paris, **le 21 octobre 2022** :

Pour le Président et par délégation,
attachée hors classe



Paris, **le 21 octobre 2022**

Le Président



André SANTINI
Ancien Ministre
d'Issy-les-Moulineaux
Vice-président de la Métropole du Grand Paris

Le délai de recours contre le présent acte, auprès du tribunal
administratif de Paris, est de deux mois à compter de la date
de sa publication.